



Compte-rendu Conférence téléphonique avec la Direction 20 avril 2020

Ce jour, 20 avril, la Direction a organisé une nouvelle conférence téléphonique avec les secrétaires des organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques.

Situation de la DDFiP

Pas de nouveau cas covid-19 (avéré ou suspect) parmi les agents de la DDFiP.

Racket sur les congés

L'ordonnance est publiée dans le [Journal Officiel](#). La Direction attend les consignes d'application, indique qu'elle les appliquera sans aucune marge de manœuvre, et qu'elle a entrepris un recensement précis de la situation de chaque agent.

Solidaires Finances Publique a rappelé au Directeur que nous condamnons cette mesure qui, associée à la prime PCA/Coronavirus, ne favorisera pas la reprise d'activité. Cette situation de confinement, nous ne l'avons pas choisi, pas plus que nous n'avons choisi quelles missions sont prioritaires, qui peut être en télétravail, qui doit être présent dans les services, ou qui doit rester chez lui pour garder les enfants ou pour se protéger. Quoi qu'il en soit, quand viendra la levée du confinement et le retour dans les services, DG et DDFiP ne manqueront pas de demander à tous « les efforts nécessaires » pour permettre la reprise d'activité.

Frais de repas

Il aurait été tellement plus simple de s'en tenir à l'attestation sur l'honneur... Des précisions ont été demandées sur la nature du justificatif à fournir. La Direction a indiqué qu'elle fera preuve de souplesse et de bienveillance en la matière. Ainsi, il a été précisé que fournir, par exemple, un seul ticket de caisse (celui de vos courses pour la semaine) à l'appui de votre demande de remboursement de frais sera suffisant.

Télétravail

Les 12 ultraportables prêtés par la DIRCOFI ont été déployés. Après réflexion, pour plus de confort, la Direction autorise les agents dotés de ce type de matériel à prendre leurs claviers et souris, comme Solidaires Finances Publiques le demandait, en plus de l'écran.

Situation des services

Solidaires Finances Publiques a demandé à ce que soient fournis aux organisations syndicales les Plans de Continuité d'Activité actualisés. Nous avons également demandé des plans pour vérifier le respect des consignes sanitaires dans l'occupation de l'espace. Ces documents nous seront donnés dans la semaine. Il s'agit pour nous d'être en situation de pouvoir comparer le « prescrit » (ce qui

doit être) et le « réel » (ce qui est), avec l'appui de vos témoignages. Nous insistons donc une nouvelle fois en vous demandant de réagir à ce qui vous paraît « anormal », en nous interpellant.

Campagne IR

Elle débute aujourd'hui et, selon un chef de SIP, les appels téléphoniques sont déjà nombreux, les médias relayant abondamment ce sujet.

Si le DG a pu indiquer aux OS, en audio-conférence, que le taux de présentiel fixé à 40 % est un plafond, il ne l'a pas écrit ainsi dans sa note de cadrage. En conséquence, la Direction confirme sa volonté d'essayer de rester en dessous de ce seuil, mais qu'elle pourra le dépasser si la situation le requiert, sans que cela remette en cause le respect des consignes sanitaires. La Direction indique avoir veillé au strict respect de ces règles. Ainsi, il est précisé qu'il ne doit y avoir qu'un agent par bureau et pas plus de deux en open-space.

Solidaires Finances Publiques le répète : plus il y a de collègues dans les services, plus le risque de contamination s'élève. Il faut donc faire le maximum pour rester sous ce seuil, notamment par le télétravail. La Direction a rappelé qu'elle attend une nouvelle livraison de PC portables (12) dont une bonne partie ira à des agents des SIP. Elle a aussi indiqué que 4 téléphones portables administratifs seraient donnés à un agent de chaque SIP pour permettre la prise en charge de rendez-vous téléphoniques en télétravail.

Conformément à ce qui avait été proposé lors du CHSCT du 15 avril, la Direction a lancé un recensement des besoins en casques téléphoniques, afin que chaque agent puisse avoir « le sien ».

Le dé-confinement

La Direction, comme tout le monde, attend de savoir comment il va se passer.

Solidaires Finances Publiques a indiqué qu'il est hors de question d'ouvrir nos accueils dès le 11 mai pour recevoir 400 à 700 personnes par jour. Le Directeur a répondu que cela ne semble en effet pas envisageable. Et, quand bien même l'accueil serait réduit au minimum (uniquement sur RDV, par exemple), nous avons mis en doute la possibilité de le réaliser en box, au vu de leur exigüité, contraire à l'application des gestes barrières.

Quoi qu'il en soit, les organisations syndicales demandent de l'anticipation, notamment au niveau matériel. La Direction se renseigne d'ores-et-déjà sur la fourniture de protections en plexiglas pour les accueils.

Nous avons à nouveau évoqué la question des masques : si, à l'heure actuelle, le présentiel dans les services peut justifier l'absence d'obligation de port du masque, il n'en sera certainement pas de même en cas de retour massif des agents dans les services. Là encore, le Directeur indique que la question est en réflexion au niveau national et que des achats groupés de masques « alternatifs » (tissus) sont à l'étude.